

Soutien aux actions des OSC WASH au Mali : Le plaidoyer de la CN-CIEPA et SWA auprès des partenaires

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 09 DECEMBRE 2021

992

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



KALIDOU SY, correspondant France 24 - Ouagadougou, Burkina Faso

BURKINA: LE PREMIER MINISTRE DÉMIS
FIN DES FONCTIONS DE CHRISTOPHE DABIRÉ, SON GOUVERNEMENT

LE JOURNAL
DE L'AFRIQUE

Sahel

Expansion du terroriste et effets collatéraux

Le terrorisme, c'est connu est pire que la bête à sept têtes, ce monstre décrit sous diverses formes par différentes mythologies, religions ou traditions. L'hydre de Lerne de la mythologie grecque, elle, possède un nombre indéfini de têtes qui repoussent en double chaque fois que l'on en coupe une. ...



Assises nationales de la refondation : L'ADEMA et l'URD appellent leurs militants à participer.



Barrage à but multiples de FOMI : Synergie d'action des Maliens et guinéens pour sa réalisation



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

08 Déc. 2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1 893

Nouveaux cas confirmés

141

Nouveaux guéris

15

Nouveaux décès

02

Au cours des dernières 24 H

81 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
19 cas graves en soins intensifs
657 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

18 253

Guéris

15 360

Décès

621

dont 969 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.19



P.25



/ Une /



Sahel : Expansion du terroriste et effets collatéraux

P.5

/ Brèves /



Mali : Un casque bleu de l'ONU succombe à ses blessures après une attaque en novembre

P.11

Persistance de l'insécurité au Nord du Mali : 7 éléments de la CMA tués à Intahaka (Gao)

P.11

Assises nationales de la refondation : L'ADEMA/PASJ appelle à une participation de ses militants

P.12

Tout est allé vite : Dr Oumar Mariko déféré

P.12

Amadou Djigué rappelé à Dieu : La force d'une volonté

P.13

Mali : L'ex-otage Sophie Pétronin activement recherchée

P.13

/ Actualité /



Soutien aux actions des OSC WASH au Mali : Le plaidoyer de la CN-CIEPA et SWA auprès des partenaires

P.17

Barrage à but multiples de FOMI : Synergie d'action des Maliens et guinéens pour sa réalisation

P.18

Djenné : Deux infrastructures capitales inaugurées par le ministre de la sécurité et de la protection civile

P.19

Achat de l'avion présidentiel : Soumeylou BoubeyeMaïga de nouveau devant un juge, ce matin

P.20

Mali : Le blindé griffon déployé en opération extérieure pour la première fois

P.21

/ Politique /



Assises nationales de la refondation : L'ADEMA et l'URD appellent leurs militants à participer.

P.23

Condamné à 6 mois de prison avec sursis : Issa Kaou Djim campé sur ses positions

P.24

Leadership : Media 2 Africa prime honorable Chato

P.25

/ Culture & société /



INA : Le bazar

P.26

/ International /



Allemagne : Olaf Scholz succède officiellement à Angela Merkel

P.27

Gambie : Adama Barrow fait le point sur ses priorités et se veut rassembleur

P.29

/ Sport /



Guinée : Morgan Guilavogui, le « petit nouveau » du Syli National

P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65



KALIDOU SY, correspondant France 24 - Ouagadougou, Burkina Faso

BURKINA: LE PREMIER MINISTRE DÉMIS
FIN DES FONCTIONS DE CHRISTOPHE DABIRÉ, SON GOUVERNEMENT

LE JOURNAL
DE L'AFRIQUE

Sahel Expansion du terroriste et effets collatéraux

Le terrorisme, c'est connu est pire que la bête à sept têtes, ce monstre décrit sous diverses formes par différentes mythologies, religions ou traditions. L'hydre de Lerne de la mythologie grecque, elle, possède un nombre indéfini de têtes qui repoussent en double chaque fois que l'on en coupe une. Pire que tous ces animaux, le terrorisme religieux nous apparaît comme la jacinthe d'eau douce, cette plante aquatique envahissante qui se reproduit en quantité quasi exponentielle en milieu naturel si on l'arrache et qui connaît une dispersion fulgurante. Regardez des deux cotés des ponts qui enjambent le fleuve Niger et vous vous en ferez une idée.

C'est donc ce fléau, brusquement apparu au nord du Mali après les frappes de l'OTAN contre le colonel Mouammar Kadhafi qui a rapidement essaimé vers le centre avant de métastaser la région du Liptako-Gourma appelée depuis peu zone des trois frontières Mali, Burkina Faso et Niger. Ces deux pays, qui sont tous du Sahel, ne se portent pas mieux que le

Mali aujourd'hui. Les cas mauritanien et tchadien procèdent d'autres considérations.

Ce djihadisme, malgré les forces internationales (Minusma sous drapeau Onusien et Barkane forces initialement françaises qui s'europanisent) présentes au Mali, ne semble perdre ni en vigueur, ni en capacité destruc-

trice. Au contraire, elle semble inexorablement gagner du terrain ainsi que viennent de le prouver les récentes attaques meurtrières sur le sol béninois. Hier seulement 8 décembre 8 soldats togolais de la Minusma sont tombés au Mali par un engin explosif improvisé. Sans compter le massacre d'au moins 33 personnes



dans la localité de Bandiagara le 4 décembre dernier.

C'est conscient de cette situation que pour se prémunir collectivement, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Ghana et Burkina Faso ont organisé du 21 au 27 novembre dernier, l'opération anti-terroriste « Koudalgou 4 » qui aurait permis, selon un bilan officiel, d'interpeller plus de 300 suspects, de saisir 53 armes à feu, d'importantes quantités de munitions, d'explosifs et de dynamites et 144 moyens roulants, véhicules et motocyclettes.

Ainsi donc, la Côte d'Ivoire, dont le nord partage plus qu'une frontière – une véritable espace de vie en commun entre populations frontalières – avec le Mali s'inquiète et se protège à défaut de pouvoir se barricader.

Au-delà, c'est tout le Golfe de Guinée, avec le Burkina-Faso comme porte d'entrée, qui se sent désormais menacée et qui anticipe.

C'est dans ce contexte régional, auxquels se sont ajoutées les récentes tueries au Burkina Faso et les graves révélations sur le mauvais entretien des hommes sur le terrain qu'intervient le limogeage annoncé depuis le 26 novembre par le président Roch Marc Christian Kaboré du gouvernement du Premier ministre Christophe Marie Joseph Dabiré.

Une autre victime du terrorisme au Sahel.

■ Moctar Sow

BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2021- 1258 /PRES
mettant fin aux fonctions du Premier Ministre

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

Vu la Constitution ;
Vu le décret n°2021-0001/PRES du 05 janvier 2021 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n°2021-0628/PRES/PM du 30 juin 2021 portant remaniement du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2021-1011/PRES/PM du 14 octobre 2021 portant nomination du Ministre de la Défense nationale et des Anciens Combattants ;
Vu la lettre de démission n° 2021-3228/PM du 08 décembre 2021 portant démission du Premier Ministre ;

DECRETE

Article 1 : Il est mis fin aux fonctions de Premier Ministre de Monsieur Christophe Joseph Marie DABIRE.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article 69 de la Constitution, les membres du Gouvernement sortant assurent l'expédition des affaires courantes des départements ministériels jusqu'à la formation d'un nouveau Gouvernement.

Article 3 : Le présent décret sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 08 décembre 2021




Roch Marc Christian KABORE



■ Macky Sall



Je félicite chaleureusement le Président Adama Barrow pour sa brillante réélection et souhaite plein succès à son nouveau mandat. Le Sénégal et la Gambie partagent une histoire et un destin communs. Je continuerai de travailler avec le Président Barrow pour renforcer ces liens.

■ Serge Daniel



#Mali-ONU / D'après mes informations ,7 casques bleus de l'ONU, (victimes de EID) ont été tués ce mercredi 8 décembre dans le centre du Mali.(entre Douentza et Sévaré) . 3 autres sont des blessés "catégorie A" et 6 autres blessés légers.ils sont tous de nationalité togolaise.

■ Abdoul MBAYE



Début 2014 @Macky_Sall exige et organise la baisse des loyers. Huit ans plus tard, les loyers sont toujours plus chers, il est décidé de respecter les 2 mois de caution conformément à la loi. Beaucoup de temps pour petits résultats. C'est le « fast track » à la Macky SALL.

■ Forces Armées Maliennes



Suite à l'assassinat de 02 jeunes dans la nuit du mardi 07 décembre 2021 à #Tombouctou créant l'émoi, des manifestations spontanées de jeunes sédentaires ont voulu procéder à des repréailles au cours de la matinée de ce mercredi 08 décembre.

Des individus armés non encore identifiés, à bord d'un véhicule Pick-up, ont ouvert le feu sur une patrouille #FAMa à l'intérieur de la ville de #Tombouctou vers 12h00. La riposte des #FAMa a permis d'immobiliser le véhicule des deux assaillants qui ont pris la fuite.



Le chef d'état-major de l'Armée de Terre, le Colonel-major Félix Diallo a entamé, le mardi 7 décembre 2021, une visite de terrain d'une se-

maine dans le secteur-4 de l'opération Maliko. Lisez tout l'élément sur le site #FAMa au lien suivant :



■ Mamadou Ismaila KONATE



La justice est un bien précieux instrument de paix et de concorde qu'aucune main qui tente de l'embrigader et/ou de la domestiquer ne devrait lui résister. Les H/F de justice ne doivent pas longtemps l'ignorer. #EtatDeDroit #LaJusticePourTous #TousSoumisALaJustice

■ Cellou Dalein Diallo



C'est avec plaisir que j'ai visité ce matin les locaux de la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté FNF à #Dakar où j'ai été reçu par le Directeur régional Afrique de l'Ouest Jo Holden et son adjoint Daouda Seck.



■ Larmes des pauvres



#Mali -- Mopti au moins dix (10) miliciens de dan na amassagou ont été tués et des blessés enregistrés dans l'affrontement du 7/12 qui a opposé la milice à un groupe radical près de #Baïma dans le secteur de #Goundaka.

#Mali --#Djenné Au moment où le ministre de la défense et deux autres ministres effectuent une visite à #Bandiagara suite à la tragédie de #Songho, les habitants de la localité de #Marébougou sous blocus djihadistes meurent de faim.

#Mali --#Tombouctou Ce 7/12 vers 19h un jeune et son apprenti ont été assassinés à #Yobotao. Un incident en lien avec les événements des semaines antérieures dans lesquels des jeunes touaregs ont été tués.

#Mali --#Mopti tout comme les @FAMa_DIRPA, la #MINUSMA paie un lourd tribut dans les violences terroristes. Ce 8/12 une dizaine de casques bleus ont été blessés dont sept cas graves dans l'explosion d'un #EEI près de #Mbeba axe #Konna- #Douentza.

■ Dr Djamilia Ferdjani



La mission de ministre est d'impulser et mettre en œuvre la politique gouvernementale pour développer un secteur de la vie des citoyens. Quand on a des années à la tête d'un ministère et qu'aucun problème n'est réglé, aucune évolution positive n'est notée, démissionner est mieux.



Samba Gassama General

À l'instant · 🌐

Dans la première partie de la transition, Kaou N'Djim reprochait notamment à Moctar Ouane de jouer le jeu de la communauté internationale qui voulait coûte que coûte des élections rapidement. Il répondait que ce n'était pas la priorité et que la priorité était entre autre la sécurisation du territoire il faisait partie des premiers à parlé de prolongation de la transition.

Hier soir sur [Ouverture Média - OM](#) , après avoir annoncé la création d'un mouvement avec MOREMA il dit qu'ils vont se battre pour un retour rapide de la démocratie, il rajoute que le seul rôle d'une transition est de faire des élections et il feront tout pour que ça soit fait. Il rajoute "les gens (les dirigeants), ce qu'ils veulent nous imposer on est pas d'accord" en parlant du report des élections, des assises et des réformes.

Ceux qui sont fatigués c'est ceux qui suivent aveuglément les hommes politiques, lundi ils disent tchou et mercredi ils disent tcha. Nous on observe dron.

■ ASSADEK AG HAMAHADY



J'ai donné plus de 33 ans pour enseigner nos enfants du Mali, plusieurs sont des hauts cadres aujourd'hui, mon handicap physique et mon âge m'imposent de m'exiler sanitairement en France, ce n'est qu'un repli tac tic et tik tok.

■ Amb. Abdoulaye Diop



07/12/2021 Porteur de message du Président de la Transition, Chef de l'Etat, SE le Col. Assimi GOITA @GoitaAssimi , j'ai été reçu en audience par Le Président de la République du Ghana, SEM @NAkufoAddo, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO



■ L'œil du Mali



L'absence de l'armée sur plus de 2/3 du pays et le chômage galopant confortent et renforcent le djihadisme au Mali. La plupart des jeunes des zones occupées sont enrôlés de force .

■ Mohamed Ould Mahmoud



L'exportation de la graine de #coton , des #tourteaux de coton, du #mil, du #sorgho, du #maïs et du #riz local est suspendu jusqu'à nouvel ordre. Les maliens nourrissent les maliens! #Mali #Commerce



■ Présidence Sénégal



Le Président @Macky_Sall et son homologue sud-africain @CyrilRamaphosa ont tenu ce jour une conférence de presse conjointe. À cette occasion, les deux Chefs d'Etat sont convenus de la nécessité d'approfondir la coopération bilatérale et d'examiner les opportunités d'affaires.



■ Séga DIARRAH



#Mali : opposants politiques et quidams de confession religieuse non "autorisée" sont systématiquement arrêtés et incarcérés pour faire taire et décourager toutes velléités de contestation #FreeMariko



■ Wassim Nasr



#Mali #JNIM revendique l'attentat kamikaze & avec 5 inghimasi [-commandos] 10 fév à Arbinda entre #Boni & #Douentza contre la MINUSA met en garde les pays contributeurs tout en comparant la couv média française lors de la mort de militaire #Barkhane avec celle concernant les autres

«bancs amovibles, éclairage changeant [...] projections vidéo sur les murs, etc. Autrement dit les «dispositifs de médiation» à la mode que l'on trouve dans tous les projets culturels «immersifs» où bien souvent la niaiserie le dispute au kitsch»





PARENA

Parti pour la Renaissance Nationale

Pour une société démocratique et solidaire

Communiqué du Parena sur l'arrestation de Dr Oumar Mariko

Le PARENA a appris avec indignation la garde à vue et l'incarcération du Dr Oumar Mariko ainsi que de deux autres citoyens.

Acteur majeur de la Révolution de mars 1991 et président du parti Sadi, Dr Mariko est accusé de s'être indigné des propos et des attaques du PM Choguel Maïga contre l'histoire, les acteurs et les acquis de Mars 1991.

Les propos du chef du gouvernement de transition sont une atteinte à la constitution du Mali qui stipule dans son PRÉAMBULE :

" Le peuple Souverain du Mali, fort de ses traditions de lutte héroïque, engagé à rester fidèle aux idéaux des victimes de la répression et des martyrs tombés sur le champ d'honneur pour l'avènement d'un Etat de droit et de démocratie pluraliste :

affirme sa volonté de préserver et de renforcer les acquis démocratiques de la Révolution du 26 Mars 1991"

L'arrestation du Dr Mariko est survenue à la suite de la diffusion d'une conversation privée dont les propos n'étaient pas destinés à être publics.

Le Parena dénonce cette arrestation comme arbitraire et contraire aux principes de la liberté individuelle de converser en privé à tout sujet. Cette arrestation amplifie la tendance à la dictature rampante que le Parena a déjà dénoncée.

Intervenue dans le cadre d'une réplique aux propos négationnistes du Premier ministre, la privation de liberté du Camarade Mariko sonne comme la revanche d'un adepte du régime de l'UDPM sur un acteur majeur de l'avènement de la démocratie.

La justice à deux vitesses ne saurait continuer.

Choguel Maïga peut-il continuer à cracher, sans conséquences, sur les MARTYRS de la Révolution, sur la 3ème République, sur Mars 1991 et ses acteurs ?

Jusqu'où le Premier ministre de transition va-t-il continuer à utiliser l'État et la justice contre ses adversaires d'hier et d'aujourd'hui ?

Le Parena dénonce l'instrumentalisation de la justice par le Premier ministre pour régler des comptes politiques.

Il recommande la mise en liberté du Dr Oumar Mariko et de ses compagnons en attendant un procès juste.



Bamako, le 08 décembre 2021

Le Comité Directeur du PARENA

Rue Soundiata KEITA, Porte N° 1397 Ouolofobougou Bolibana / Tél (00223) 66 98 38 02//
(00223) 66 78 90 64 // (00223) 66 24 35 07/ Bamako – Mali / E-mail : parenamali@gmail.com

Mali : Un casque bleu de l'ONU succombe à ses blessures après une attaque en novembre



Un Casque bleu grièvement touché dans l'explosion d'un engin explosif improvisé au passage de son véhicule, le 22 novembre près de Tessalit, dans le nord du Mali, a succombé à ses blessures, ont déclaré les Nations Unies mardi.

Le soldat, dont la nationalité n'a pas été précisée, est mort lundi à Dakar, la capitale du Sénégal, où il avait été emmené pour être soigné avec deux autres soldats de la mission de l'ONU au Mali (MINUSMA) blessés au cours du même incident, selon un communiqué. "Ce soldat avait été grièvement blessé le 22 novembre dernier après que le véhicule dans lequel il se trouvait, dans le cadre d'un convoi logistique se rendant de Tessalit à Kidal, eut heurté un engin explosif improvisé, à environ 11 km du camp de la MINUSMA à Tessalit", a précisé l'ONU. "Je m'incline devant la mémoire de notre défunt collègue, qui a payé de sa vie la quête de la paix au Mali", a déclaré le chef de la MINUSMA, El-Ghassim Wane.

Sa mort "illustre de nouveau, et de façon tragique, le danger permanent qui pèse sur le personnel de la Mission et la complexité de l'environnement dans lequel elle opère", a-t-il dit. "Au cours de ces derniers jours, quatre camps de la MINUSMA situés dans le nord du Mali ont été la cible d'attaques", selon M. Wane, qui "réitère sa ferme condamnation de ces attaques".

Le Mali est le théâtre depuis 2012 d'un conflit lancinant avec des attaques répétées de groupes jihadistes affiliés à Al-Qaïda et à l'organisation Etat islamique, doublées de violences contre les civils commises par des groupes armés, certains autoproclamés d'autodéfense.

La MINUSMA, déployée au Mali depuis 2013, est actuellement la mission de paix des Nations Unies comptant le plus de morts dans le monde, avec 146 de ses membres tués dans des actes hostiles recensés au 31 octobre, selon les statistiques de l'ONU.

Début octobre, un Casque bleu avait perdu la vie et quatre autres avaient été grièvement blessés par un engin explosif dans la même région de Tessalit, près de la frontière algérienne.

En avril, quatre Casques bleus tchadiens de la MINUSMA avaient été tués dans une attaque jihadiste contre leur camp à Aguelhok, toujours dans le nord-est du Mali.

Source : AFP

Persistance de l'insécurité au Nord du Mali : 7 éléments de la CMA tués à Intahaka (Gao)



La Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) a annoncé, dans un communiqué, « l'assassinat » de sept de ses hommes dont l'officier Ehya Ag Mossa, chef militaire de la zone de Doro. Ces combattants principalement du Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad (HCUA), un mouvement affilié à la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) ont été tous tués par des hommes armés non identifiés dans la nuit du 5 au 6 décembre 2021, dans le village de Intahaka, un localité de la région de Gao.

La Coordination des Mouvements de l'Azawad a appris avec tristesse et consternation la mort de son officier, Ehya Ag Mossa, chef militaire de la zone de Doro ainsi que six (6) de ses éléments, assassinés par des hommes armés non identifiés dans la nuit du 05 au 06 décembre 2021 à Intahaka », note le communiqué signé par Mohamed Elmaouloud Ramadane, porte-parole de la CMA. Un autre coup dur pour la Coordination des Mouvements de l'Azawad qui a perdu son président Sidi Brahim Ould Sidati, tué par des individus armés le 13 avril 2021 à Bamako. En effet, tout en condamnant avec la plus grande fermeté « ce énième assassinat aussi lâche que barbare », la CMA assure que « toutes les dispositions seront prises pour traquer, retrouver les auteurs de ce crime odieux en vue de les mettre à la disposition de la justice », note-t-on dans le communiqué.

Selon Abdoul Karim Ag Matafa, membre de la CMA, cette attaque est l'œuvre de Daech. « Il y a quatre motos qui sont arrivés, vers 5 heures, trouver les éléments de Ehya dans leur sommeil, il a été tué avec 6 de ses compagnons sur la mine de Intahaka. C'est un acte terroriste du mode opératoire de l'Etat islamique », a-t-il expliqué à Agence Anadolu par téléphone.

Par ailleurs, pour faire de la lumière sur cet assassinat, la CMA a exhorté la bonne collaboration de tous les partenaires présents sur le terrain. « La CMA demande une meilleure collaboration de tous les partenaires présents dans cette zone pour lui fournir les informations susceptibles de faire toute la lumière sur cet acte horrible », indiqué-t-elle dans son communiqué.

Issa Djigiba / Source : LE PAYS

**Assises nationales de la refondation :
L'ADEMA/PASJ appelle à une
participation de ses militants**



Dans un communiqué, l'Alliance pour la Démocratie au Mali-Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA-PASJ) a manifesté sa participation aux Assises Nationales de la Refondation. Le parti a appelé tous militants à prendre toutes les dispositions nécessaires pour une participation pleine et entière.

Je vous demande de prendre toutes les dispositions pratiques utiles pour une pleine participation de vos représentants à tous les échelons des assises », note le communiqué de l'ADEMA/PASJ publié le lundi 6 décembre 2021. Signé par le Secrétaire général Yaya Sangaré, ce communiqué précise en plus : « votre participation permettra de faire valoir les positions de principe du parti, de partager et défendre les préoccupations légitimes des citoyens à la base pour un développement harmonieux et le triomphe de la démocratie dans notre cher pays ». Le Comité Exécutif du parti dit avoir entrepris des démarches auprès des autorités de la transition parmi lesquelles le président de la transition et le panel des hautes autorités chargé de l'organisation des assises Nationales de la Refondation, conformément aux recommandations issues du VIe congrès Ordinaire de l'ADEMA/PASJ. Un congrès qui a donné mandat au Comité Exécutif, selon le communiqué, de négocier avec qui de droit en vue de la participation du parti aux Assises Nationales de la Refondation. Au-delà de son parti, le Comité exécutif de l'ADEMA/PASJ a fait savoir qu'il a également entrepris des démarches auprès des partis politiques et regroupements de partis politiques, « y compris le Cadre d'Echanges pour une transition Réussie » en vue de partager ses préoccupations et appréhensions liées aux Assises Nationales. Mais cette dernière démarche ne semble pas porter fruits, car, le parti Yelema, membre et partie prenante du Cadre d'Echanges a fait un communiqué juste hier mardi 7 décembre pour réaffirmer sa position de ne pas participer à ces Assises. Il met l'accent sur la non-connexion du calendrier et du contenu avec la mission de la transition qui est l'organisation urgente des élections qui transfère le pouvoir aux civils.

Issa Djiguiba / Source : LE PAYS

**Tout est allé vite : Dr Oumar Mariko
déféré**



Le tonitruant Dr Oumar Mariko, président du parti Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI) et deux autres personnes interpellés lundi et placés en garde à vue à la Brigade de la Gendarmerie du Camp I de Bamako, ont été déférés à la Maison d'arrêt.

Présumé auteur d'un enregistrement devenu viral sur les réseaux sociaux, Dr Oumar Mariko a tenu des « injures grossières » au Premier ministre Choguel Kokalla Maïga en réaction à un audio de ce dernier expliquant avec moult détails l'impossibilité de juger sur le fond l'ex-chef de la junte militaire Amadou Aya Sanogo dans l'affaire dite des bérets rouges, car il disposait une flopée de secrets sur des hommes politiques maliens voire sur la France qui aurait tenté de l'assassiner.

Dr Oumar Mariko, très remonté, s'est fendu des diatribes ayant fuité sur les réseaux sociaux qualifiant le Premier ministre de « menteur » qu'il « a failli le frapper » au cours d'une dispute remontant au crépuscule du régime de Moussa Traoré.

Sur ces faits qualifiés « d'injurieux », le président de SADI est interpellé par la Brigade de recherches du Camp 1 de la Gendarmerie Nationale, dans le cadre d'une enquête préliminaire initiée par le Tribunal de la Commune IV de Bamako

Oumar Mariko a été interpellé en même temps qu'Aboubacar Camara, membre de SADI également et chroniqueur radio qui avait enregistré les propos qui vaut à Mariko des démêlées judiciaires.

Tout est allé vite. Le parquet à l'issue de sa présentation a décidé de son inculpation. D'ores et déjà, l'affaire fait grand bruit. « Aucune raison ne justifie le placement en garde à vue d'Oumar Mariko, encore moins sa mise sous mandat », a réagi Babarou Bocoum, Secrétaire politique du parti SADI.

« Il s'agit d'une conversation privée », a affirmé Babarou Bocoum. Et d'ajouter : « C'est à Oumar Mariko de porter plainte contre les auteurs de la divulgation de ce message privé ». « Mariko est une personnalité, il ne va pas s'enfuir, alors pourquoi le maintenir en détention », s'est interrogé Dora Diarra, un des soutiens de Mariko devant le Camp I.

Fani / Source : L'Informateur

Amadou Djigué rappelé à Dieu : La force d'une volonté



Ce talentueux et généreux homme d'affaires malien avait plusieurs cordes dans son arc.

Gâce à sa force et à sa volonté, Amadou Djigué avait progressivement connu une ascension incroyable dans le monde des affaires. Ce qui rendait l'histoire de cet homme vraiment surprenante, c'était qu'il ne répugnait jamais à occuper une fonction électorale lui qui n'avait pas eu la chance de fréquenter les tables –bancs. Rien d'étonnant alors qu'il présidât les destinées du Conseil Malien des Chargeurs (CMC) avant de devenir des années plus tard Président du Conseil d'administration des Assurances Lafia- SA. L'icône des affaires cédait son fauteuil à l'ancienne ministre Mme Ly Taher Dravé suite à des trous décelés sur sa gestion par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité (DNTCP)

Amadou Djigué était le propriétaire de la très renommée Galerie Djigué Sa, le temple des affaires qui trône majestueusement au centre –ville, en plein cœur du Grand Marché de Bamako. Sur ses rayons s'annonçaient divers produits alimentaires de diverses origines. Avec un cercle très fermé de grands opérateurs économiques, le Mali était suspendu à leurs lèvres, surtout en prélude du mois de Ramadan et des moments de fortes tensions sur la disponibilité et les prix à la consommation des produits alimentaires. Feu Bakoré Sylla, Modibo Keita et lui, notamment ont appartenu à cette race d'hommes d'affaires au grand cœur qui par leur génie ont su voler au secours de leurs compatriotes en des moments où la lassitude et le désespoir se lisaient sur les visages. Amadou Djigué avait plusieurs cordes dans son arc. Il avait fait des escapades dans le secteur minier, et fort de ses réussites il briguaient en vain la présidence de la Chambre des Mines dès les premiers pas de cette institution consulaire.

Dors en paix cher père ! Que la terre te soit légère !

Ibrahim Yattara / Source: L'Informateur

Mali : L'ex-otage Sophie Pétronin activement recherchée

L'ex-otage française Sophie Pétronin, qui avait été laborantine à Bordeaux avant de devenir humanitaire, est retournée au Mali au mois de mars dernier de manière irrégulière. Après avoir été signalée dans la région de Sikasso, au sud du pays, un avis de recherche a été diffusé vendredi soir par la Direction Générale de la Gendarmerie malienne. Il demande à « toutes les unités » de localiser la travailleuse humanitaire française, de l'appréhender et « la conduire sous bonne escorte » à Bamako. L'humanitaire française aurait fait des démarches peu de temps après sa libération pour obtenir un visa de séjour auprès des autorités maliennes. Essuyant plusieurs refus, elle aurait rejoint, avec l'aide de son fils, le pays par ses propres moyens via le Sénégal. Impliquée durant seize ans dans l'humanitaire au Mali, la femme de 75 ans n'aurait pas supporté son retour en Suisse, où elle était installée dans un village depuis sa libération. Elle voulait également rejoindre sa fille adoptive au Mali, âgée de 19 ans. Reste à savoir pourquoi les autorités ont lancé un avis de recherche seulement sept mois après son retour au Mali, sa présence n'étant certainement pas passée inaperçue durant ce temps.

Sophie Pétronin avait été enlevée le 24 décembre 2016 par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda, dont elle était restée captive durant quatre ans. A peine libérée en octobre 2020, elle évoquait déjà son retour au Mali.

Source : L'Informateur



Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikile.com



ASSOCIATION DES JEUNES CHRÉTIENS ÉVANGÉLIQUES AU MALI (AJCEM)

Comité National de l'AJCEM

Email : bejagempem@gmail.com Niamakoro cité UNICEF, BP. E 2109 Bamako - Mali
Tel : Président du CN-AJCEM : 72 15 75 25. Trésorier Général : +223 97 97 67 03 (mobicash) / 71 76 43 00 (orangemoney)

Bamako, le 08 décembre 2021.

APPEL DE LA JEUNESSE CHRÉTIENNE ÉVANGÉLIQUE

/-)u

PEUPLE MALIEN ET AUX AUTORITES MALIENNES.

Mes chers compatriotes.

L'évolution de la situation actuelle de notre pays, m'impose de prendre la parole au nom de la jeunesse chrétienne évangélique du Mali.

D'abord qu'il me soit permis de transmettre à toute la population meurtrie du Centre, du Nord au Sud, d'Est à l'Ouest, particulièrement ceux des régions récemment touchées, la solidarité de l'ensemble de la jeunesse chrétienne évangélique du Mali. Que l'Éternel console et renouvelle les cœurs durement éprouvés. Nous pleurons avec vous.

La jeunesse de l'église protestante au Mali a rarement pris publiquement la parole sur les grandes questions de la nation. Ce n'est nullement un mépris, encore moins une indifférence, mais *"ce que tu es, te dicte ta façon de faire et de paraître"*. La jeunesse chrétienne évangélique s'inscrit dans cette logique. Nous sommes des jeunes, qui s'appuient sur la Bible et la foi évangélique comme mode de vie et d'action. Nos actions sont toujours inscrites et orientées par cette foi. En plus des prières et des actions anonymes, nous avons toujours joué pleinement notre rôle.

Après une analyse minutieuse de la situation, il nous paraît opportun aujourd'hui d'encourager chaque malien et malienne à la retenue et à la pratique du patriotisme sincère et sans réserve.

Je dirai que nous sommes dans un pays à majoritairement religieux et nous devons admettre que l'épreuve fait partie de la vie d'une nation. Le Mali a souffert, et cette souffrance ne finira pas du jour au lendemain ; mais nous pouvons soulager l'intensité de la douleur en conjuguant les efforts.

La jeunesse chrétienne évangélique, encourage chacun à manifester plus que jamais de la solidarité, à traduire les paroles en actes. Ce qui arrive à l'autre pourrait t'arriver demain.

Il est plus facile de déconstruire que de construire surtout s'il s'agit de l'édifice commun qu'est le Mali, notre unique patrie. Mais que personne ne se trompe en agissant contre l'intérêt de



ASSOCIATION DES JEUNES CHRÉTIENS ÉVANGÉLIQUES AU MALI (AJCEM)

Comité National de l'AJCEM

Email : bejagempem@gmail.com Niamakoro cité UNICEF, BP E 2109 Bamako - Mali
Tel : Président du CN-AJCEM : 72 15 75 26. Trésorier Général : +223 97 97 67 03 (mobicash) / 71 76 43 00 (orangemoney)

notre patrie et la cohésion nationale. Je prie chacun à s'oublier, oublier ses intérêts personnels un instant pour le Mali.

Chers compatriotes, comme d'habitude, la jeunesse chrétienne évangélique restera mobilisée dans la prière, mais je prie, je supplie chacun à jouer sa partition dans les limites de sa compétence, tout en respectant le champ d'action, les domaines de compétences et les aspirations de l'autre.

A nos autorités, la jeunesse chrétienne évangélique au Mali, vous exhorte à ne pas tomber dans le piège du même refrain ou encore de la rediffusion. Le silence est parfois utile, mais face aux cris de détresses des âmes meurtries, il est plus délétère. Parler au peuple peut aider les patriotes maliens à mieux vous comprendre, à mûrir des solutions nouvelles, adaptées et consensuelles, gage d'une adhésion et d'un accompagnement, indispensables et précieux de chaque citoyen.

Certes l'horizon n'est pas totalement dégagé, mais en comptant sur le secours de l'Éternel, j'ai la conviction ferme que le Mali traversera cette zone de turbulence.

Oui, le Mali s'en sortira, mais ensemble nous devons communiquer opportunément et sainement en ces moments de détresse pour soulager, orienter et engager le peuple dans la barque de la réussite de votre mission, de notre (jeunesse malienne) mission.

Chers maliens et maliennes, pour le Mali et pour notre survie, donnons-nous la main franchement et sans réserve.

Que la paix et la grâce de Dieu renouvellent chacun et chacune.

Président du CN-AJCEM

Pr Yacouba L. DIALLO





Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Soutien aux actions des OSC WASH au Mali : Le plaidoyer de la CN-CIEPA et SWA auprès des partenaires

En vue de contribuer à un meilleur financement des actions des Organisations de la Société Civile (OSC) par les partenaires pour une performance du secteur, la Coalition Nationale de la Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement (CN-CIEPA/WASH) et Sanitation And Water for All (SWA) sont à pied d'œuvre.

Il s'agit de renforcer la mobilisation et l'engagement des OSC et des partenaires dans le processus de planification, d'exécution et de suivi-évaluation des programmes et projets Wash ; faire l'état des lieux du secteur Wash ; élaborer un programme pluriannuel de mobilisation des ressources financières au niveau des partenaires, accompagné d'un Plan de Travail et de Budget Annuel (PTBA); faire la promotion intensive des innovations technologiques des types et normes standards de construction d'ouvrages Wash ; renforcer des capacités des structures de formation d'appui-accompagnement, des prestataires privés et des OSC.

Les OSC ou associations intervenant dans le secteur opèrent dans pratiquement toutes les régions, cercles et communes et jouent un rôle de plus en plus important dans la réalisation des ouvrages, la sensibilisation intermédiation sociale et le plaidoyer, le renforcement des capacités et la promotion de la responsabilité citoyenne. Cependant malgré leurs rôles importants elles ne disposent pas de sources de financement pérennes. Les financements sont assez faibles et non diversifiés chez la plupart d'entre elles. Les sources de financement proviennent d'ONG internationales ou de PTF. Cependant leurs rôles dans le secteur ne sont plus à démontrer.

En effet elles sont surtout sollicitées par l'Etat et les collectivités décentralisées pour : la réalisation et la réhabilitation d'ouvrages d'alimentation en eau potable et d'assainissement ; le contrôle citoyen de l'action publique ; la

promotion de la responsabilité citoyenne des communautés ; le plaidoyer et le renforcement de capacités ; la mobilisation sociale, la sensibilisation, et l'information des acteurs.

Le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène au Mali bénéficie de l'appui d'organisations internationales (OMS, UNICEF), de donateurs internationaux (Gouvernements japonais, danois, suédois, néerlandais, luxembourgeois, canadien, USAID, Union Européenne), d'ONG (Water-Aid, World Vision, Help Assistance, Protos, Eau Vive, Plan, CARE, Save The Child, HELVETAS), utilités nationales (SOMAPEP [Société Malienne de Patrimoine de l'Eau Potable] et SOMAGEP [Société Malienne pour la Gestion de l'Eau Potable], ANGESEM) etc. Selon PS-Eau, un répertoire en ligne des projets concernant l'eau et l'assainissement, on dénombre 61 projets au Mali

depuis 2011.

Tous ces partenaires demeurent de potentiels bailleurs des OSC. Les OSC avec l'appui de l'Etat peuvent solliciter ces mêmes partenaires pour le financement de leurs activités en élaborant un bon plan de mobilisation de ressources à les soumettre. Ce document de plan traduit la volonté des organisations de la société civile à assurer un accès durable aux services Wash des communautés.

Le plan de mobilisation des financements des activités des OSC du secteur s'inscrit dans le processus de mise en œuvre des différentes politiques nationales et de l'exécution des différents projets et programmes qu'elles ont planifié. Autant les acteurs de financement des programmes et projets Wash sont nombreux, autant les difficultés de mobilisation des ressources sont énormes.

Les OSC doivent dès lors doubler d'efforts en multipliant les campagnes de lobbying et de plaidoyer auprès des différents acteurs. L'aboutissement de ces campagnes de plaidoyer dépendra de la capacité des OSC à avoir une vision claire de leur mission, définir les objectifs précis et les résultats à atteindre pour amener les partenaires à s'inscrire et à supporter leur vision.

■ Yama DIALLO



Barrage à but multiples de FOMI : Synergie d'action des Maliens et guinéens pour sa réalisation

Renforcer la gestion intégrée des ressources en Eau, tel est l'objectif du barrage à but multiple de Fomi. Le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, Seydou Lamine Traoré, en présence de son homologue guinéen, a lancé, mardi 7 décembre, les travaux du 6ème comité interministériel de concertation en Guinée-Mali (CIC-GM) pour la mise en œuvre du barrage à buts multiples de Fomi. Les participants se pencheront sur les tenants et aboutissants pour la mise en œuvre du projet.

Adopté le 30 avril 2008 par le 8ème sommet des chefs d'État et de gouvernement des membres de l'ABN, la construction du barrage de Fomi contribuera à réguler le régime du fleuve Niger pratiquement sur tout son parcours. En outre, il s'agira d'atténuer les étiages répétés exceptionnellement déficitaires y compris dans le Delta Intérieur du Niger (DIN) et de répondre aux besoins d'irrigation à long terme le long du fleuve Niger.

Optimiste, le Secrétaire exécutif de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN), Abderahim Bireme Hamid a promis d'accélérer le processus d'élaboration de la convention générale portant statut et régime juridique des ouvrages et

d'intérêt communs par sa structure.

Quant au ministre de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures de la Guinée, Ibrahim Abé Sylla, il a tenu à rappeler que l'adoption du programme d'action de développement offre l'occasion de concrétiser davantage le protocole d'accord Guinée-Mali du 23 janvier 2003. Avant de remercier les autorités maliennes, il s'est engagé à appuyer celles-ci pour la mise en œuvre des travaux du barrage de Fomi.

Satisfecit partagé par le ministr Lamine Seydou Traoré. A l'entame de son intervention, il a salué la délégation guinéenne, le Royaume des Pays-Bas et la Banque africaine de développement (BAD) pour leur accompagnement

sur la réalisation du projet du barrage de Fomi. « Faisons de l'aménagement du barrage à but multiples de Fomi une réalité pour le bonheur des populations guinéennes et Maliennes. Mais aussi faisons en un outil privilégié d'intégration des Etats du bassin du Niger au service du développement économique et social durable », a-t-il soutenu.

Durant deux jours, les travaux permettront de poursuivre le dialogue et assurer le suivi de la mise en œuvre de l'aménagement du barrage à but multiples de Fomi. Pour la réalisation du barrage de Fomi, la réunion informera le niveau d'exécution du contrat passé entre la Guinée et la société chinoise YREC.

Le projet de Fomi fait partie des projets prioritaires d'infrastructure de l'ABN dont il occupe maintenant le premier rang. A ce stade où il est en phase d'études d'impact environnementale et social, de revue de la faisabilité, de l'APD/DAO, le projet est placé sous la tutelle du Ministère de l'Energie et de l'hydraulique de la République de Guinée. Selon le concept du projet vu du côté du Secrétariat Exécutif de l'BN, la priorité portera sur la recherche du financement pour le barrage qui est à buts multiples (Régulation du cours du fleuve, Agriculture, Pisciculture, Navigation, Energie,...). Le volet central nécessitera ainsi une recherche de financement séparée pour lequel le secteur privé pourra être sollicité.

■ Ibrahim SANOGO



Djenné : Deux infrastructures capitales inaugurées par le ministre de la sécurité et de la protection civile

Le ministre de la Sécurité et de la protection civile, Daoud Aly Mohammed, a inauguré, le vendredi 3 décembre 2021, deux infrastructures capitales pour la stabilité du cercle de Djenné. Il s'agit des bâtiments du commissariat de la police et du tribunal de première instance.

Les travaux ont été financés par le royaume des Pays-Bas et de celui du Danemark. En plus des bâtiments du commissariat de la police et du tribunal de première instance, les travaux ont concerné la sécurisation de la brigade territoriale et de la maison d'arrêt de Djenné, le tout pour la bagatelle de 360 103 770 F CFA. Pour rappel, les deux infrastructures inaugurées ont été réalisées dans le cadre du programme d'appui à la stabilisation du Mali à travers le renforcement de l'Etat de droit (PROSMED). Un programme qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'axe 1 du cadre stratégique pour la relance économique et de développement durable au Mali (UNSD CF 2020-2024). La cérémonie a enregistré le gouverneur de Mopti, Abass Dembélé, du préfet du cercle de Djenné, des ambassadeurs des Pays-Bas et du Danemark, des organisations internationales, des directeurs généraux et régionaux.

Satisfait de la qualité des travaux réalisés, Amadou T. Bah, 1^{er} adjoint au maire, a précisé que ces infrastructures viennent d'enlever une épine du pied des populations de Djenné. « C'est un jour plein de symbole et d'espoir pour une zone où la liberté des personnes est menacée par le besoin de sécurité. Les citoyens de tout pays ne manquent pas d'occasion de rappeler aux dirigeants que leur devoir premier est d'assurer la sécurité nationale. Je vous invite à plus de pédagogie. La municipalité jouera tout son rôle. »

Le représentant des Nations Unies, Alain Noudou, dira que : « Les Nations Unies sont très heureuses d'être associées à l'inauguration de ces 2 infrastructures pour renforcer l'état de droit et permettre de vivre dans un environnement sécurisé et respectueux de l'état de droit. La protection est le devoir primordial de l'Etat. A



travers ce commissariat et le tribunal de première instance, il s'attèlera à la lutte contre l'impunité pour une saine justice dans le cercle », a-t-il fait savoir.

Selon la représentante de l'ambassade des Pays-Bas, cette cérémonie a deux objectifs : l'inauguration des bâtiments de police et du tribunal et le lancement d'un programme conjoint PNUD, ONU Femmes, MINUSMA, qui prévoit une amélioration de la résilience de la population en s'attaquant aux causes profondes de l'instabilité. »

L'ambassadeur du Danemark Mark Rolf Holmboe, à son tour, a confié : « Il y a nécessité de changer quelque chose dans une région en crise, et cela, pour le Danemark, est important pour notre lutte pour rétablir la confiance entre la population et les autorités ; c'est un grand défi », a-t-il souligné.

Le directeur national de l'administration judiciaire, Djibril Maïga, représentant le ministre de la Justice a renchérit : « Cette action va contribuer à renforcer l'autorité de l'Etat et permettre le renforcement de la chaîne pénale dans ce cercle. Elle vise en outre la transformation des JPCE en tribunal d'instance. La

justice est confrontée à des défis : la carte judiciaire non-complète, la lenteur dans le traitement des affaires. »

Le directeur général de la police nationale, Souleymane Traoré, bouclant les interventions, a lancé un appel : « **Je demande aux cadres et personnels un engagement exemplaire dans la lutte contre la délinquance et la criminalité. Sans renseignements, le policier est sourd et aveugle. Un seul mot d'ordre : la tolérance zéro. Assurer la sécurité publique, la protection de vos locaux...et au-delà, la lutte contre le terrorisme** », a-t-il dit.

Le ministre de la Sécurité et de la protection civile, Daoud Aly Mohammed, a axé son intervention sur la nécessité de prendre soin des bâtiments et matériels fournis mais aussi de mieux protéger la population et donner une justice saine pour la sécurité et la stabilité.

Le point de saillant de cette inauguration a été la coupure du ruban symbolique et la visite guidée des locaux.

■ Ibrahim SANOGO

Achat de l'avion présidentiel : Soumeylou Boubeye Maïga de nouveau devant un juge, ce matin

Après une première audition le 25 novembre dernier, l'ancien Premier ministre doit repasser devant le juge ce jeudi alors que ses proches se démènent comme de beaux diables pour obtenir sa libération.

Soumeylou Boubeye Maïga, une grosse cylindrée de la scène politique malienne s'apprête à vivre ses 100 premiers jours dans les geôles de la Maison d'Arrêt de Bamako qu'il vient de subir sa seconde audition dans le cadre de l'affaire de l'achat de l'avion de commandement du président Ibrahim Boubacar Keïta. A 67 ans, ce confrère reconverti en politique est resté sur sa ligne de défense en rejetant en bloc les accusations portées à son encontre. De gros soupçons pèsent sur lui dans une affaire d'achat en 2014, alors qu'il était ministre de la Défense, d'un avion présidentiel pour un montant de 20 milliards de francs CFA, une acquisition épinglée par le Bureau Vérificateur Général qui a dénoncé des pratiques de surfacturation, de détournement de fonds publics, de fraude, de trafic d'influence et de favoritisme. Bouaré Fily Sissoko, ancienne ministre de l'Économie et des Finances, inculpée et mise sous mandat de dépôt, pour les mêmes motifs connaît la case prison de Bollé. Soumeylou Boubeye Maïga, qui fut de 2017 à 2019 le Premier ministre du président Ibrahim Boubacar Keïta, renversé il y a un an par un coup d'État, a été mis sous mandat de dépôt par la Cour Suprême du Mali jeudi 26 août dans une affaire de « faux en écriture, usage de faux et falsification de documents », ainsi que pour « atteinte aux biens publics par détournements ». Il est également accusé « d'avoir cédé à des sollicitations qui tendent à la corruption », « d'abus d'influence réelle ou supposée en vue d'obtenir des avantages » et d'avoir réalisé des « montages pour percevoir des avantages indus » dans l'exercice de ses fonctions.

L'ESPOIR D'UNE LIBÉRATION

Selon l'hebdomadaire Jeune Afrique, de retour à la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako, Soumeylou Boubeye Maïga a confié à ses proches que son audition s'est bien déroulée et qu'il doit se rendre de nouveau devant les juges le 9 décembre. « Il est implacable sur ce dossier, qui est vide. Il n'a pas besoin d'avocat pour se défendre », observe l'un de ses conseils, qui estime que cette audition « fait bouger les lignes ». Alors que le cas de SBM a fait l'objet d'intenses négociations, ces derniers mois entre ses proches, ses soutiens et les autorités maliennes, ses avocats ont également exercé une forte pression sur les juges pour que leur client soit entendu.

BRIN D'ÉCLAIRCI OU OPTIMISME BÉAT ?

Ses proches qui se démènent comme de beaux diables pour obtenir une mise en liberté surveillée – rejetée par la chambre d'instruction de la Cour Suprême – entretiennent à présent l'espoir d'une libération. Une demande devrait être introduite dans ce sens. Cette affaire d'avion présidentiel a éclaboussé beaucoup de monde, c'est peut-être le début d'une grande lessive. Soumeylou Boubeye Maïga surnommé « Le Tigre » a tissé un vaste réseau dans les milieux sécuritaires maliens et régionaux. Il est fondateur de l'ASMA-CFP (Alliance pour la Solidarité au Mali- Convergence des Forces Patriotiques) qu'il dirige. Il avait été contraint de céder le fauteuil de ministre de la Défense en mai 2014, après une lourde perte dans les rangs de l'armée à Kidal face à la rébellion touareg. Nommé Premier ministre en 2017, il avait été contraint à la démission en avril 2019 après le massacre le mois précédent de quelque 160 civils peuls à Ogossagou et sous la pression de manifestations monstres contre la gestion



de l'État.

DOUCHE FROIDE

Le Procureur de la Cour suprême, Mamadou Timbo, avait annoncé à la télévision publique que ce dossier n'était pas clos, contrairement à ce qu'avait publiquement déclaré le 19 août Soumeylou Boubeye Maïga, qui avait assuré avoir été blanchi par le classement sans suite en 2018 de l'affaire.

« À un moment donné, sous l'ancien régime, il avait été instruit au procureur de la République du pôle économique et financier d'alors de classer l'affaire sans suite [...]. Par la suite, un autre ministre de la Justice a estimé que cette affaire ne devait pas faire l'objet d'un classement sans suite. Des enquêtes complémentaires ont été menées [...]. Le travail judiciaire se fera », avait alors expliqué le Procureur. « Il n'y a rien de plus dangereux pour la bonne santé d'une République que l'impunité », avait-il souligné.

Ibrahim Yattara
Source : L'Informateur

Mali : Le blindé griffon déployé en opération extérieure pour la première fois



De la dissuasion sur roues. Pour la première fois, le blindé griffon est déployé en opération extérieure. Ce sont les soldats du 3^e régiment d'infanterie de marine de vannes qui le testent actuellement au Mali. Il n'y a pas que dans les légendes que les korriganes côtoient les dragons. Pour leur première sortie opérationnelle depuis leur arrivée au Mali, fin septembre, les marsouins du 3^e Rima de Vannes, qui sont déployés au sein du groupement tactique Désert Korrigan, ont manœuvré de concert avec leurs camarades du groupement tactique Logistique Dragon.

Le colonel Faivre, le chef de corps du 3^e Rima et patron du GTD Korrigan, explique : « Du 30 octobre au 9 novembre, deux unités du 3, dont une sur les nouveaux blindés Griffon, ont pris part à l'opération Tombouctou 01. Il s'agissait d'escorter un convoi routier français qui acheminait, de Gao à Tombouctou, des conteneurs vides et des engins de levage qui seront utilisés dans le cadre du retrait français de la base de Tombouctou. »

Dans le cadre de la transformation de l'opération Barkhane, annoncée par le président Macron le 10 juin, l'armée française évacue ses trois postes du nord malien : Tessalit, Kidal et Tombouctou. D'où une intense et exigeante opération logistique confiée au GT Logistique

Dragon.

Aller à Tombouctou, c'est parcourir près de 800 km de pistes, mais aussi de dunes, sous un soleil intense, dans la poussière et dans un sable abrasif qui met à mal hommes et véhicules.

C'est courir le risque d'embuscades et d'attaques au véhicule piégé. D'où une robuste escorte fournie par le GTD Korrigan, composée d'imposants blindés Griffon de 24 tonnes et appuyée par les VBCI (véhicule blindé de combat de l'infanterie) du 5^e régiment de dragons.

GRIFFON, LA DISSUASION SUR ROUES

On a ainsi pu voir et sentir le terrain, explique le colonel Faivre, qui ne cache pas, en outre, son enthousiasme pour le Griffon, que le régiment a perçu début 2020.

Si le 3^e RIMA était alors l'une des premières unités françaises à en disposer, le Griffon équipe désormais de nombreux autres régiments dont le 6^e régiment du génie d'Angers ou le 11^e régiment d'artillerie de marine de la Lande d'Oué (Ille-et-Vilaine). En 2021, 119 Griffon ont été livrés. L'an passé, nous en avions présenté 128, et 92 en 2019, précise-t-on chez Nexter, le constructeur de ce blindé 6x6 capable d'abriter 10 combattants. 842 exemplaires seront livrés dans le cadre de l'actuelle Loi de programmation militaire.

Le successeur du vénérable VAB (véhicule de l'avant blindé, en service depuis 1976) souffre-t-il, comme en leur temps, les chars Leclerc, les blindés légers de type VBL et PVP, de défauts de jeunesse que n'auraient pas permis d'identifier les déploiements en métropole et même celui de Djibouti en septembre 2020 ?

« Le bilan va au-delà de nos attentes, en termes de mobilité, de capacités de franchissement, de puissance et de confort (climatisation, ergonomie) », rassure le chef de corps vannetais. « Par rapport au VAB, le Griffon est un outil dissuasif par sa taille et sa mobilité. Nous avons opéré dans une grande sérénité, pendant toute la phase d'ouverture des axes, et aucun acte hostile n'a été recensé.

Le lieutenant Louis-Marie, de la 3^e compagnie, trouve la bête plutôt fiable. Les défauts de jeunesse, sur les logiciels par exemple, ont été rectifiés et sur le plan mécanique, quelques améliorations ont été apportées », précise le chef de la section Jaune 3, qui assure la sécurité de la base de Gao avec sa section et un détachement estonien.

Que du confort, assure un caporal-chef, pilote de Griffon, lors d'une patrouille en ville de Gao. Sa hauteur, toutefois, est à prendre en compte, car elle peut provoquer des retournements.

Côté maintenance, pas de point bloquant, ajoute le lieutenant José, du 2^e régiment du Matériel de Bruz (Ille-et-Vilaine) dont les 18 « matochards » (mécaniciens) vont veiller pendant cinq mois sur les 32 Griffon livrés en août sur le théâtre malien. Le Griffon dispose d'un nouveau système d'information et de commandement, le SICs, qui permet de partager numériquement, et de manière sécurisée, l'ensemble des informations tactiques disponibles sur le champ de bataille. Mais ce blindé a été conçu et est né avec toute cette électronique. La difficulté, c'est plus pour les personnels, qui doivent évoluer et maîtriser davantage de connaissances.

À Gao, le colonel Faivre affiche donc un sourire radieux, comme le soleil de cette fin d'été sahélien. Il attend juste avec impatience l'arrivée de ses Griffon de commandement. L'opération Tombouctou 01, lui et son état-major l'ont vécue depuis leur vénérable VAB, sans clim et sans confort.

Ouest France

Source : L'Informateur

STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO
+223 93 34 98 73



Assises nationales de la refondation : L'ADEMA et l'URD appellent leurs militants à participer

Diamniadio, 6 décembre (APS) – La France dont la présence au Sahel dans le cadre de la lutte contre le terrorisme est décriée dans certains pays "n'a pas d'agenda caché", a affirmé, lundi, à Diamniadio, sa ministre des Armées, Florence Parly.



La première phase des assises nationales de la refondation commence, au niveau communal, ce samedi 11 décembre sur l'ensemble du territoire national. Si la question de la participation a longtemps divisé les plus hautes autorités et un certain nombre de partis, jusqu'à nécessiter un premier report de la date du début des travaux, on semble aujourd'hui désormais déterminé à aller de l'avant, l'essentiel étant, non pas l'unanimité, mais la participation du grand nombre de maliens. L'URD, à l'instar donc de l'ADEMA, appelle ses militants à pleinement participer aux travaux qui débutent ce samedi.

En effet, par lettre circulaire en date du 07 décembre adressée aux Secrétaires généraux des sous-sections et sections du parti, le Bureau Exécutif National de l'URD, appelle les militants du parti à participer aux travaux des assises nationales de la refondation. Et ce, en foi au communiqué N°2 en date du 03/12/2021, du Président du Panel des Hautes Personnalités de la Refondation, informant du déroulement des travaux des Assises Nationales de la Refondation (ANR) suivant le calendrier ci-après : au niveau des communes de l'intérieur les 11 et 12 décembre 2021 ; au niveau des cercles et des communes de Bamako, ainsi que des populations déplacées,

les 15 et 16 décembre 2021, au niveau des Régions et du District de Bamako, les 22 et 23 décembre 2021, au niveau national du 27 au 30 décembre 2021.

« A cet effet, je voudrais vous informer de la décision de notre parti de participer activement aux dites assises. En conséquence, je vous exhorte à tout mettre en œuvre pour une participation à la hauteur des attentes de notre parti aux différents niveaux. Il s'agira pour nous de présenter et de défendre notre perception de la refondation qui va de la mise en œuvre de réformes profondes et adaptées à notre besoin de démocratie véritable et une réorientation de nos politiques et stratégies sectorielles dans les domaines sécuritaire, sanitaire, de développement économique et social et surtout de l'éducation et de la formation », note le président par intérim du parti et Vice-président, le Pr Salikou Sanogo.

Il souligne en outre que ces assises seront aussi l'occasion pour l'URD d'insister sur la nécessité d'une plus grande implication, en groupements constitués, des composantes de notre société qui en constituent l'ossature et les garants de sa cohésion. Et le Pr Salikou Sanogo de préciser : « Nous suggérerons donc à tous les niveaux des assises, la création 1) -du Conseil National des Religieux, 2) -du

Conseil National des Leaders traditionnels et coutumiers, 3) - du Conseil National des Jeunes, 4) -du Conseil National des Femmes et 5) - du Conseil National des personnes vivant avec un handicap. Ces différents conseils participeront alors aux organes consultatifs de gestion de notre pays. Nous devons rappeler au cours de ces assises, chaque fois que l'occasion nous est donnée, notre exigence quant au caractère exécutoire que doivent avoir les recommandations issues de ces assises ».

Dans un communiqué, l'Alliance pour la Démocratie au Mali-Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA-PASJ) a elle fait part de sa participation aux Assises Nationales de la Refondation. « Je vous demande de prendre toutes les dispositions pratiques utiles pour une pleine participation de vos représentants à tous les échelons des assises », note le communiqué de l'ADEMA/ PASJ publié le lundi 6 décembre 2021. Une participation qui permettra, selon le communiqué du parti, de faire valoir les positions de principe de l'ADEMA, de partager et défendre les préoccupations légitimes des citoyens à la base pour un développement harmonieux et le triomphe de la démocratie dans notre cher pays.

■ Yama DIALLO

Condamné à 6 mois de prison avec sursis : Issa Kaou Djim campé sur ses positions

Issa Kaou Djim a été fixé sur son sort, le 03 décembre, dans l'affaire qui l'oppose au ministère public. Inculpé par le Procureur de République de la Commune IV du District de Bamako, en dépit de son immunité de membre de l'organe législatif de la Transition, pour flagrant délit de trouble à l'ordre public et atteinte au crédit de l'État, l'ancien coordinateur de la CMAS a écopé finalement d'une condamnation de 6 mois d'emprisonnement avec sursis et d'une amende de 500 000 FCFA.

Pour autant le désormais ex membre du CNT, dont le décret de nomination a été abrogé par le Président de la Transition, celui-là même que Kaou avait surnommé «l'imperturbable patriote», est resté campé sur sa position par rapport à la situation du Mali. En tout cas, ceux qui pensent que l'ex numéro 10 du M5 va se taire doivent se détromper. C'est du moins cette impression que l'intéressé a exprimée au sortir du tribunal toujours, en se prononçant via son canal de communication favori, les réseaux sociaux et

le relais d'activistes.

«Ce pays a besoin de l'union sacrée autour de la réconciliation et du vivre-ensemble. Et surtout de continuer à soutenir nos FAMA pour faire face à la menace qui est en train de causer d'énormes pertes aussi civiles que militaires. En tant que politique, nous estimons aujourd'hui qu'il faut aller à l'essentiel qui est de créer les véritables conditions de cette réconciliation», a déclaré Issa Kaou Djim, en remerciant au passage tous ceux qui l'ont soutenu dans sa traversée tout en se disant

respectueux de la position de ceux qui ne l'auraient pas compris. Quant à ceux qui l'ont insulté ou vilipendé, le gendre de l'Imam Dicko dit leur accorder son pardon et estime que la grandeur réside moins dans la violence que dans la proposition de solutions de sorties de crise à laquelle il promet de consacrer ses efforts désormais.

Ainsi, à propos de la situation du pays, il martèle que le Mali a besoin aujourd'hui de se réconcilier avec le reste du monde et trouver les voies et moyens pour juguler l'insécurité. En effet, aux yeux du Président de l'ACRT, le Mali ne peut pas vivre dans l'autarcie.

Sur la Transition, Kaou Djim, à défaut d'inviter les autorités à proposer un calendrier électoral, demeure persuadé qu'il importe de créer les conditions d'organisation d'élections transparentes et crédibles pour sortir de cette situation d'exception.

Pour ce qui concerne sa condamnation, l'ex 4ème vice-président du CNT préfère laisser le soin à l'opinion d'apprécier.

Amidou Keita
Source : Le Témoin



Leadership : Media 2 Africa prime honorable Chato

La valeureuse parlementaire était aux USA où elle a évoqué, avec les confrères de Média 2 Africa, l'actualité brûlante ainsi que ses perspectives en tant que membre du Parlement panafricain. Il a été aussi question de la distinction décernée à la femme politique la plus dynamique de 2021.

Mme Haidara a évoqué son parcours de syndicaliste qu'elle considère comme une véritable école voire une passerelle instructive d'entrée sur la scène publique où elle incarne le dynamisme, l'engagement et la réussite de la femme politique. La candidate à la présidentielle de 2013 est fière d'avoir été porte-drapeau de la gent, dont le manque de solidarité en son sein qui aurait conduit à une gestion totale des affaires par la gente féminine. Et la parlementaire panafricaine de soutenir que les femmes ne sont pas encore conscientes leur force.

La leader originaire de Bourem salue par ailleurs le rôle joué par son époux dans son émergence et affiche une reconnaissance au Secrétariat d'Etat et au congrès américains

pour l'intérêt accordé à ses ambitions présidentielles. Et d'exhorter les autorités américaines à comprendre que le dialogue avec leurs homologues maliennes devrait pouvoir se poursuivre malgré le coup d'Etat, au nom de la nécessité d'assister les femmes du nord. L'intervention de la France au Sahel n'aura pas échappé à l'intérêt de l'invitée de marque de Media 2 Africa, qui a abordé le sujet sans langue de bois : tant d'années sans maîtrise réelle de l'insécurité et sans solution veut dire que la dynamique Serval n'est pas allée au bout ouvrant la voie aux exactions et pillages en masse, estime-t-elle. Et d'expliquer que " L'intellectuel peut comprendre les contraintes mais pas le citoyen lambda. Nul ne saisit ce qu'il se passe et c'est à la France de montrer

qu'elle s'attèle à combattre le terrorisme de façon satisfaisante. A titre d'exemple, celle qui siège à la Commission Défense du CNT fera cas du Burkina et du Niger où les soldats français ont été pris à partie par les populations. À propos de l'élection avortée du Parlement panafricain en Mai, Haifara Chato Cissé dit avoir parcouru une trentaine de pays environ, en profitant de son périple pour sensibiliser la CEDEAO ainsi que son nombre acteurs internationaux sur les réalités maliennes et les motivations réelles des autorités.

Quant à la présidence tournante souhaitée par l'Afrique australe, la membre du CNT révèle la ratification du protocole de Malabo par 13 pays alors qu'il en faut 28 pour son application. Il faudra donc une plénière pour mettre à nu les questions qui fâchent et aller à un parlement panafricain apaisé.

Au sujet du prix reçu de Média 2 Africa pour ses actions humanitaires et politiques, CHATO s'est dite émue d'être lauréate de la 6ème édition, une distinction qui valorise le continent et qu'elle dédie au Mali.

I. K

Source : Le Témoin



INA : Le bazar

Après la question orale à lui adressée par la Conseillère nationale, Ramata DIAOURE, le 25 novembre 2021, le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Andogoly GUINDO, était ce lundi 6 décembre 2021, à l'Institut National des Arts (INA). Accompagné de 7 membres du Conseil National de Transition, le ministre et sa délégation étaient venus s'imprégner des réalités dans lesquelles évolue l'établissement dont la localisation fait l'objet de polémique entre le Gouvernement et le CNT.

A leur arrivée, le ministre et sa délégation ont été accueillis par le Directeur général de l'INA, Amadou LOUGUE ; en présence du secrétaire général du Comité AEEM, Ali SANKARE ; des membres de la direction, du personnel et des étudiants.

Après avoir visité les locaux et les alentours de l'INA, Ramata DIAOURE, celle là même qui avait adressé la question orale au chef du département sur le sujet, a déclaré que l'INA est dans un environnement mal sain parce que des autorités ne ce sont pas assumées.

« On ne peut voir et laisser des gens venir se coller aux murs d'une école, empêcher les élèves d'ouvrir leurs fenêtres pour respirer et qu'on ne sévit pas. Comment est-ce que ces gens ont pu avoir l'autorisation de s'installer et d'entourer tous les abords de l'INA ? Comment on peut comprendre qu'un bâtiment historique, un lieu historique comme l'Institut National des Arts du Mali puisse avoir des parties de ces locaux loués à des commerçants ? Où est-ce que vous avez vu une école qui loue des parties de ces salles et qui coupe même certaine salles ? », s'est insurgée notre consœur Ramata DIAOURE, membre du CNT. En effet, les visiteurs du jour ce sont rendus compte que la salle de galerie de l'INA avait été partagée en deux et une partie est louée à des tiers. Pour Ramata DIAOURE, cela est inimaginable.

«Comment une mairie, un gouvernorat, où une autorité de l'Etat qui s'assume peut laisser cet envahissement ? », continue de s'indigner la visiteuse qui ajoute que c'est une honte.



«Il faut que ça soit très clair. Nous quand même, au niveau de la délégation du CNT qui est venue, l'INA, il est ici. Et c'est cet INA qu'il faut sauver », a-t-elle tranchée

Avant d'inviter les responsables de l'établissement à nettoyer les alentours, assainir le milieu, et rénover l'établissement.

«Il n'y a aucune raison d'aller ailleurs. Il (INA) doit être là où il est aujourd'hui, là où il a été historiquement installé. On peut, s'il le faut, améliorer ou augmenter des salles de classe, voir comment peut être, en allant vers le marché des artisans où il y a des espaces libres qui sont occupés que par des marchands, peut-être, construire des salles là-bas. Mais que ça reste sur le site historique», a-t-elle dit. Selon notre consœur, l'important, c'est le caractère historique du site, et si on oublie ça, on va laisser faire tout et n'importe quoi.

De son côté, Adama NIARE, chef de la délégation du CNT, a rappelé que cette problématique de l'INA a été débattue lors de deux plénières, à travers une question orale adressé par les membres de la commission au ministre.

Mais, au CNT, a-t-il expliqué, on s'est dit qu'il faut voir une fois que d'entendre 100 fois.

«Après avoir visité les locaux et les alentours de l'INA, nous nous sommes rendus compte de la réalité des difficultés», a-t-il déclaré.

La délégation du CNT, à l'issue de cette visite va, selon son porte-parole, rendre compte à qui de droit afin que des mesures idoines puissent être prises pour aider cet établissement, visiblement en danger. «Nous sommes dans une période de refondation de l'Etat. Et cette période de refondation recommande que chacun s'y mette pour qu'on puisse préserver le patrimoine et les acquis de l'Etat. Et les acquis pour nous, ce sont les enfants. La culture de demain, ce sont les enfants d'aujourd'hui, il faut que ces enfants soient dans de meilleures conditions pour étudier», a-t-il plaidé, avant d'ajouter que «Trop c'est trop».

«Il va falloir revoir tout ça, et dans le plus bref

délat, trouver les solutions idoines pour que l'INA qui est un patrimoine national, soit sauvé ; et nous y tenons», a fait savoir M. NIARE.

«Dans la cour, nous avons vu des tas d'ordures, des parkings. C'est des véhicules de particuliers tout autour qui bloquent les accès», a fait constater le doyen de cette délégation du CNT. Pour la délégation du CNT, composée des membres de trois commissions (Culture, Finance, TP), il n'y a pas d'obstacles insurmontables au niveau de l'établissement.

«L'INA peut être dans les conditions idoines pour continuer d'assurer la formation de nos enfants », a conclu le doyen de la mission du CNT. A son tour, le ministre Andogoly GUINDO a rappelé que la visite avait pour objectif de venir s'imprégner des réalités dans lesquelles évolue l'établissement.

Il a souligné que l'INA est une école emblématique, historique, qui est considérée comme un patrimoine.

Pour lui, cette visite a permis aux membres de la délégation de s'imprégner des réalités tant à l'intérieur que dans les environs immédiats.

«Vous avez pu remarquer que l'INA est submergé par le marché Dabanani (grand marché). Des forains et des étalagistes ont occupé tous les abords immédiats et obstrué toutes les voies d'accès, et si bien que l'accessibilité est devenue un défi énorme», a déploré le M. GUINDO. Aussi, dans les salles de classe, a-t-il fait remarqué, certaines fenêtres sont condamnées et les élèves souffrent de toutes sortes de nuisances (sonore, pollution de l'atmosphère due aux odeurs nauséabonds provenant des produits venus aux alentours).

Pour le ministre, ces défis sont multiples et pressants et invitent tous les acteurs ainsi que les autorités à voir ensemble les solutions à y apporter pour permettre aux enfants d'étudier dans des conditions plus acceptables.

Par Aboulaye OUATTARA
Source : Info-Matin

Allemagne : Olaf Scholz succède officiellement à Angela Merkel

L'Allemagne tourne une page d'histoire avec le départ ce mercredi 8 décembre après seize ans d'Angela Merkel. Pour la troisième dans l'histoire du pays depuis la fin de guerre, un social-démocrate, Olaf Scholz, devient chancelier à la tête d'une coalition associant le SPD, les écologistes et les libéraux.

Lorsque Lars Haider part en vacances avec sa famille après les élections du 26 septembre dernier, son beau-frère, diplomate, demande au rédacteur en chef du quotidien Hamburger Abendblatt quels livres il peut lui conseiller pour mieux connaître celui qui va devenir le nouveau chancelier. Une brève recherche sur internet s'avère infructueuse. Aucun livre sur Olaf Scholz n'a jamais été écrit. Le journaliste de Hambourg qui a côtoyé intensément le futur chancelier dans la ville où

ce dernier a grandi et qu'il a dirigée de 2011 à 2018 se met alors immédiatement au travail. Le livre de Lars Haider, Olaf Scholz, le chemin vers le pouvoir, sort cette semaine à l'occasion de l'élection du nouveau chancelier. L'anecdote est révélatrice. Olaf Scholz, 63 ans, a une longue carrière politique derrière lui et pourtant son parcours n'a pas inspiré de biographies et autres ouvrages. Comme Angela Merkel, on sait par exemple très peu de choses sur sa vie privée. Le futur chancelier est né à

Osnabrück, dans l'Ouest de l'Allemagne, le 14 juin 1958, mais il est un Hambourgeois de cœur, une ville où ses parents, actifs dans le textile, s'installent lorsqu'il est bébé. Il est le premier dans sa famille à faire des études et à incarner le modèle méritocratique défendu par le parti social-démocrate. Ses deux frères plus jeunes lui emboîtent le pas. L'un dirige aujourd'hui un hôpital dans le nord de l'Allemagne ; l'autre une entreprise active dans les nouvelles technologies.

Olaf Scholz adhère à 17 ans au SPD. Il a toujours avec lui dans son cartable son livret rouge de membre du parti. Comme beaucoup dans les jeunesses sociales-démocrates, il est très à gauche dans les années 1980 et prône « le dépassement de l'économie capitaliste ». Début 1984, il rencontre avec d'autres responsables des jeunesses sociales-démocrates de hauts dignitaires du régime communiste est-allemand.

Cet engagement au SPD se traduit tout d'abord par sa carrière professionnelle. Contrairement à d'autres responsables politiques, Olaf Scholz



exerce tout d'abord « un vrai métier » et travaille comme avocat. Il défend souvent des salariés menacés par des licenciements et après la réunification des comités d'entreprise dans la partie Est du pays dont les sociétés doivent être démantelées et privatisées. Une tâche qu'il a souvent mentionnée durant la dernière campagne électorale pour mettre en avant son engagement social comme sa connaissance du terrain dans l'ex-RDA.

La carrière politique d'Olaf Scholz commence avec l'arrivée au pouvoir d'un autre social-démocrate, Gerhard Schröder, en 1998. Le nouvel élu au Bundestag prend la direction de la fédération du SPD à Hambourg et intègre les instances dirigeantes de son parti dont il sera le secrétaire général entre 2002 et 2004. Un large public fait alors la connaissance d'Olaf Scholz qui défend les profondes réformes sociales de Gerhard Schröder. C'est à cette époque qu'il est surnommé « Scholzomat », une allusion à sa façon de répéter sans cesse tel un robot les mêmes phrases. Le futur chancelier prend un malin plaisir à ne pas répondre aux questions des journalistes ou à donner une réponse qui ne correspond pas à la question. Et achève ses interlocuteurs en répondant par un lapidaire « oui » ou « non » à une interrogation sur un sujet complexe.

Ce style mais aussi la défense des réformes Schröder et sur le tard son appartenance à l'aile droite du SPD font d'Olaf Scholz le mal aimé du parti social-démocrate qui, lors des congrès, le sanctionne régulièrement avec un score médiocre lors de la réélection des instances dirigeantes.

Cela explique aussi qu'il ne soit pas retenu en 2005 lorsque le premier gouvernement de grande coalition dirigé par Angela Merkel est constitué. Mais c'est plus tard aux côtés de la chancelière chrétienne-démocrate qu'Olaf Scholz obtient une carrure nationale qui lui permettra à l'arrivée de décrocher la chancellerie. Il est ministre des Affaires sociales entre 2007 et 2009. Merkel n'apprécie pas au départ son côté donneur de leçons. Mais leur style les rapproche : sobriété, aucun effet de manche, une rhétorique dépouillée, pas d'accents lyriques, le pragmatisme avant tout et une maîtrise des dossiers redoutable lors de négociations. Olaf Scholz met en place avec la chancelière des mesures massives en faveur du chômage partiel contre la crise qui débute en 2008 ce qui à l'arrivée permet à

l'Allemagne d'éviter une augmentation sensible du chômage.

Quand Olaf Scholz revient aux affaires à Berlin en 2018 lors de la constitution d'un nouveau gouvernement de grande coalition, il prend le portefeuille des Finances et s'illustre dans un premier temps comme l'héritier fidèle de son prédécesseur, le grand argentier chrétien-démocrate Wolfgang Schäuble, adepte de la rigueur budgétaire. Un positionnement qui, à nouveau, fait d'Olaf Scholz la bête noire de l'aile gauche du SPD qui a accepté une nouvelle grande coalition en grinçant des dents. Les succès du nouveau ministre comme maire de Hambourg entre 2011 et 2018 avec des scores à faire rêver son parti, la construction massive de logements ou des crèches gratuites ne suffisent pas à convaincre la base du SPD. Quand en 2019, Olaf Scholz participe à la primaire pour la direction de son parti, il subit un échec cinglant. Il se qualifie certes avec sa co-équipière pour le deuxième tour, mais il est battu par un duo plus à gauche soutenu par les jeunes sociaux-démocrates. Comme les violences massives lors du G20 à Hambourg en 2017 qui ternissent l'image de Scholz, il rebondit dans l'adversité, là où d'autres passeraient la main.

Quelques mois après son échec pour prendre la direction du SPD, le nouveau Olaf Scholz prend son envol. Avec la pandémie, le ministre des Finances, chantre de la stabilité budgétaire, sort son bazooka et dépense des milliards pour soutenir l'économie allemande. Il contribue avec Paris au lancement et au succès du plan de relance européen au printemps 2020 ; l'Allemagne brise un tabou et accepte des dettes communes de l'UE. Il s'engage en faveur d'une taxe sur les transactions financières et engrange un succès au G20 cette année avec un accord sur des taux d'imposition minima pour les multinationales.

Ces mesures mais aussi l'absence d'un autre candidat disposant de la même compétence et envergure conduit le SPD à le désigner, très tôt, durant l'été 2020 comme candidat à la chancellerie. Certains ironisent au vu des sondages dramatiques : les sociaux-démocrates ont-ils besoin d'un candidat à la chancellerie ? Les Verts voient avec le temps leurs scores s'envoler. Un duel entre les conservateurs et les écologistes apparaît alors comme la seule option crédible. Le SPD, avant l'été, ne décolle pas et est crédité de 15% dans les sondages.

Les caricaturistes tirent sur l'ambulance ; d'autres éprouvent presque de la pitié.

Olaf Scholz y croit. Il a mis en place une stratégie de longue haleine. S'imposer à son poste de ministre des Finances d'où il dispose d'une vue d'ensemble de la machine gouvernementale. Il se forge aussi une carrure internationale en Europe et au-delà. Il est persuadé que dans la dernière ligne droite, lorsque les Allemands auront réalisé que la chancelière éternelle passe la main, la donne changera. Les chrétiens-démocrates vont perdre le bonus lié à la personne d'Angela Merkel. Le candidat qu'ils se sont choisi ne convainc pas. Olaf Scholz par son style et son mode de gouvernement est le parfait successeur de la chancelière. Il force le trait, se fait photographier en prenant la fameuse pose prise par Angela Merkel tenant ses mains en forme de losange. Une affiche du SPD proclame à propos d'Olaf Scholz « Il peut être chancelière ».

Le pari va fonctionner, au-delà même de ce qu'espérait l'intéressé puisque son parti termine le 26 septembre en tête. Les chrétiens-démocrates engrangent une débâcle historique. Les Verts progressent certes par rapport à 2017, mais leur envolée historique dans les sondages au printemps retombe comme un soufflé. Une coalition entre le SPD, les écologistes et les libéraux est possible et permet l'élection ce mercredi d'Olaf Scholz. Si les parallèles avec Angela Merkel dans le style sont frappants, Olaf Scholz n'est pas pour autant un clone de la chancelière version sociale-démocrate. Sa prédécesseure était souvent plus une modératrice ; Scholz qu'on baptisait à Hambourg « le roi Olaf » dirige ses équipes d'une main de fer et exige une discipline exemplaire. Les bisbilles au sein de la coalition doivent se régler dans les coulisses et non dans les médias. La frustration des journalistes allemands durant les négociations des dernières semaines illustre cette nouvelle façon de faire. Et si Olaf Scholz est un pragmatique comme Angela Merkel, il entend, plus que la chancelière sortante, agir et non seulement réagir ; il veut avec sa nouvelle coalition présenter un projet de modernisation du pays pour l'actuelle décennie plutôt qu'une gestion professionnelle, mais sans réforme majeure des crises inévitables.

Source : RFI

Gambie : Adama Barrow fait le point sur ses priorités et se veut rassembleur

Deux jours après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle, le président désigné vainqueur Adama Barrow avait convié la presse à une séance de questions/réponse ce mardi après-midi. L'occasion de faire le point sur ses priorités pour son deuxième mandat. Avec en toile de fond la contestation des résultats par son principal opposant, Ousainou Darboe.



Dans une salle de presse pleine à craquer, le président Adama Barrow commence par répéter son credo de campagne : le développement des infrastructures. « Comme je le disais avant l'élection, je continuerais à développer les infrastructures. Comme je le disais : pas d'infrastructures, pas de développement »

Alors qu'il devrait entamer en janvier prochain son deuxième mandat, le président gambien a également promis de mener à bien le projet

de réforme de la Constitution en cours et de limiter le nombre de mandats présidentiels.

« Je vous l'assure à vous, au monde entier et à tous les Gambiens, nous aurons une nouvelle Constitution et y seront inclus une limite de mandat et la majorité absolue. »

Mais rapidement, les résultats contestés de l'élection refont surface parmi les questions des journalistes. Adama Barrow renvoi à la décision de la Commission électorale et se veut rassembleur.

« Dans ces élections, je ne pense pas qu'il y ait un perdant. Nous sommes tous des gagnants. Parce que c'est la Gambie qui est importante. Nous ferons tout ce qui est possible pour rassembler les gens, pour être sûr de développer ce pays. »

De son côté, l'opposition étudie toujours un possible recours en justice des résultats du scrutin de samedi.

Source : RFI



Guinée : Morgan Guilavogui, le « petit nouveau » du Syli National

Néo-international guinéen, Morgan Guilavogui, frère de Joshua Guilavogui, rêve d'une première phase finale de Coupe d'Afrique des nations. L'attaquant de Ligue 2 en France avec le Paris FC espère être retenu pour défendre les couleurs du Syli national lors de la prochaine CAN, qui a lieu au Cameroun dès le mois de janvier.

Dans la famille Guilavogui, le ballon rond tient une place particulière. Le père a toujours joué au foot, et les enfants sont professionnels. Alors que Joshua, international français (sept sélections), évolue en Bundesliga du côté de Wolfsburg, Morgan, attaquant du Paris Football Club, a dit oui à la Guinée.

Le joueur de Ligue 2 a découvert le pays de son père le 12 novembre dernier lors d'un rassemblement à Conakry, à l'occasion de la 5e journée des éliminatoires pour le Mondial 2022 au Qatar.

Accueilli par un peuple passionné de foot « J'ai pu enfin voir la Guinée et Conakry. Même si la vie est dure, j'ai été accueilli par un peuple passionné de foot. On a reçu tellement d'encouragements, c'était beau à voir », dit

d'une voix enjouée celui qui n'avait jusqu'ici foulé, sur le continent africain, que le sol du Maghreb.

Pour cette première, il n'a pas eu de problème d'adaptation, d'autant plus qu'il était auprès de son coéquipier Ousmane Kanté, international guinéen depuis 2019. Au sein du Syli national, Morgan Guilavogui, 23 ans, a très vite sympathisé avec Saïdou Sow, défenseur central à l'AS Saint-Étienne, ou encore Ibrahima Conté, défenseur de Niort en Ligue 2. Il connaît aussi Florentin Pogba, défenseur de Sochaux en Ligue 2, ou encore Mohamed Bayo, attaquant de Clermont en Ligue 1.

Désormais, Morgan Guilavogui a la prochaine CAN qui lui trotte dans la tête. « J'y pense, j'espère y aller ! » Il voudrait apporter au groupe sa « générosité » dans les efforts, et

sa « bonne humeur ». « Il y a un fort potentiel dans cette équipe, et nous avons une carte à jouer », avance-t-il. Et d'ajouter : « Oui, le favori du groupe reste le Sénégal, mais derrière les équipes se valent. » La Guinée devra, outre la bande à Sadio Mané, affronter le Malawi et le Zimbabwe.

Épanoui à Paris et avec le Syli

En 2020, Morgan Guilavogui avait déjà eu des contacts avec le Syli national. Aujourd'hui, cette confirmation fait la fierté du père et du frère, qui suivent son début de parcours avec attention.

Morgan Guilavogui a débuté le football à Toulon, sa ville natale, est y a fait toutes ses classes jusqu'à l'âge de 15 ans, avant de filer au centre de formation de Saint-Étienne pour une année. Il est ensuite revenu dans le sud de la France, à Fréjus, mais une blessure l'a empêché de continuer et il a dû s'arrêter un an. C'est au Sporting Toulon qu'il a par la suite repris sa formation en U19. Et après une montée, il a finalement signé en 2020 au Paris FC, dans un championnat « rude » et « très homogène ».

Il connaît une première saison difficile, marquée notamment par une nouvelle longue blessure qui l'éloigne des terrains de janvier à mai. Mais dans la saison en cours, il ouvre son compteur dès la deuxième journée, une bonne bouffée d'air frais pour celui qui espère atteindre la Ligue 1 avec son club, actuellement classé à la 5e place, à trois points du leader toulousain.

Régulièrement en contact avec son frère, Morgan Guilavogui échange avec lui sur sa vie de footballeur. Comme il le fait avec son père et avec sa mère, d'origine marocaine. Morgan Guilavogui n'a pas choisi les Lions de l'Atlas : « J'aurais pu choisir le Maroc. Dans mon cœur, c'est 50/50. Ma maman a boudé un peu », rigole-t-il.

S'il se retrouve au Cameroun en janvier prochain, le téléphone risque de sonner une paire de fois. Il faudra raconter cette aventure, presque familiale. « J'ai suivi la CAN 2019 en Égypte, j'ai apprécié le spectacle. Quand on vient de National comme moi, on se dit que c'est une chance de pouvoir se retrouver sur la même pelouse que Sadio Mané », rêve-t-il tout haut.

Source : RFI



Bélier (21 mars - 19 avril)

Une activité récente peut vous demander de prendre un risque. Récemment, vous avez donné beaucoup de votre personne et la fatigue s'est accumulée avec l'ingratitude. Songer à changer de poste vous préoccupe de plus en plus, mais des étapes sont nécessaires.

Il règne un risque de dépenses liées à des frais divers et vous ne pouvez résister aussi aux nombreuses sorties qui tombent sans crier gare. Si des dépenses se présentent, essayez d'échelonner vos règlements pour garder l'équilibre dans votre budget.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous exercez un certain magnétisme sur vos proches collaborateurs. Votre projet est encensé par votre auditoire. Vous défendez becs et ongles vos objectifs. On vous remarque, une nouvelle offre arrive à point nommé. Vos sacrifices paient enfin.

C'est assez positif pour vos finances, vos comptes ne sont pas en si mauvaise forme que vous auriez pu le croire. Vous consultez vos comptes et vous trouvez qu'ils se portent plutôt bien, ce qui vous met de bonne humeur pour le reste de la journée.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un nouveau poste peut se présenter et vous demander d'acquiescer des techniques nouvelles. Vous abordez la situation avec sérénité, mais pourtant vous craignez l'échec. Des doutes alternent avec la volonté d'avancer. Un de vos collègues peut vous épauler.

Votre relation à l'argent est en train de changer. Vous dépensez souvent dès qu'un article vous plaît, vous cédez. Les tentations sont grandes et y résister demande des efforts. Le climat est favorable à des frais pour des loisirs ou un voyage d'agrément.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous saurez vous faire respecter ! Vous démontrerez une confiance en vous inhabituelle qui surprendra vos interlocuteurs. Cela vous donnera un avantage, vous réussirez à faire passer vos idées sans trop de difficultés. Croyez en vous ! Le secteur de vos finances est très dynamisé ! Il ne reçoit pas moins de quatre planètes, autant dire qu'il y aura du mouvement sur vos comptes. L'argent rentre, mais il peut aussi sortir si vous ne faites pas plus attention à ce que vous achetez. Regardez les étiquettes, comparez les prix !



Lion (22 juillet - 23 août)

otre évolution professionnelle est en bonne voie. Vous réalisez ne plus pouvoir travailler sous une personne donnant des directives. Vous appréciez de manoeuvrer dans vos tâches en prenant des initiatives. Vous recherchez un poste où vous pouvez créer.

Des coups de cœur peuvent survenir devant des boutiques. Les accessoires, les gadgets ou vêtements peuvent faire partie des dépenses très inattendues. La prudence est à conseiller pour préserver de la trésorerie et si vous sortez, fixez-vous un budget limité.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous vous éclatez dans votre emploi. Bonne nouvelle cela se ressent ! On mise sur vous. Une bonne étoile veille sur vous. Vous êtes comme un aimant, vous attirez les bonnes opportunités. Profitez-en pour vous attaquer à des projets beaucoup plus ambitieux.

Les questions financières sont au centre des discussions familiales aujourd'hui. Vous ne pourrez pas éviter les risques de friction, mais très vite vous saurez comment faire pour calmer les esprits. Un retour au calme est rapidement prévu.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Surchargé ! Du moins, si vous êtes à votre poste. Le travail s'accumule et les conditions pour le réaliser ne sont pas des plus faciles ni des plus sereines. Vous ne vous ôtez pas de la tête que l'on cherche à vous mettre des bâtons dans les roues...

De l'argent, vous en avez. Cependant, vous avez également toujours quelque chose à acheter, à payer, à rembourser, bref, Jupiter est bien sympathique, mais il exagère vos sorties d'argent tout autant qu'il vous en donne !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

La confiance en vous ouvre des portes. Des relations entre collaborateurs sont profitables à votre avancement, car l'un d'eux peut vous épauler et s'avérer un piston pour gagner un poste intéressant. Une chance inattendue peut se présenter dans votre parcours.

Ne jetez pas votre salaire par la fenêtre dans des frais peu urgents. Avec Jupiter en Sagittaire, vous devez faire attention à votre générosité qui concourt à des dépenses. La gourmandise, de bons repas ou de la nourriture haut de gamme peuvent vous attirer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous manquez de motivation dans la réalisation de vos objectifs et de vos projets. Il est impossible pour vous de prendre une quelconque décision, vous confiez certaines tâches à l'un de vos collègues. Vous avez un grand besoin de vacances.

Aucune dépense superflue ne vient contrarier l'équilibre financier. Vous avez su anticiper, c'est comme si vous aviez déjà tout planifié d'avance. En cherchant bien, vous devriez même trouver quelques petites économies cachées dans un tiroir.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Les échanges avec vos collègues peuvent faire apparaître une pointe de rivalité professionnelle qu'il faut combattre dès à présent. Des moments d'entente avec un collègue peuvent vous aider à finaliser plus vite une tâche qui mobilisait beaucoup d'énergie.

Les dépenses sont inévitables et s'adressent à des sorties d'argent inattendues. Des invitations lancées par des amis entraînent ces frais qui s'associent à des charges liées au quotidien. Des concessions continuent d'être demandées pour garder l'équilibre.



Poisson (19 février - 21 mars)

Changement, nouveaux projets, les choses bougent. De plus, le climat se veut rassurant, sympathique. Les rapports avec vos collègues sont encourageants, solidaires. Votre capital sympathie génère des intérêts !

Ne cédez pas aux achats impulsifs et si vous devez effectuer un achat important, vérifiez que vos comptes pourront supporter cette dépense. Ne vous engagez pas à l'aveugle, c'est le meilleur moyen pour créer des ennuis bancaires !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23